

NOUVEAU GARCHES A AMBROISE PARE

CONSTRUCTION DU BATIMENT BAC

PHASE DCE



PIECES ECRITES

NOTE D'ORGANISATION DE CHANTIER

ECHELLE : -

DIMENSIONS :

30/05/2025

Maîtrise d'ouvrage : AP-HP	78, Rue du Général Leclerc, 94270 Le Kremlin Bicêtre	tél : 01 53 14 69 00
Assistance à la maîtrise d'ouvrage : Embase	43, Rue de la Brèche-aux-Loups, 75012 Paris	tél : 01 45 22 36 06
AMO BIM : MBA City	6, Rue Sainte-Lucie, 75015 Paris	tél : 01 78 54 73 38
Bureau de contrôle : Socotec	5, Place des Frères Montgolfier, 78280 Guyancourt	tél : 06 12 05 52 91
SPS : Bureau Veritas	40/52, Boulevard du Parc, 92200 Neuilly-sur-Seine	tél : 06 75 09 02 05
Architecte : Groupe-6 – Mandataire du groupement	94 Avenue Ledru Rollin, 75011 Paris	tél : 01 53 17 96 00
BET TCE : Artelia	16, Avenue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine	tél : 01 55 84 10 10
BET Expertise en logistique : Prologue Conseil	24, Avenue de Verdun, 92270 Bois-Colombes	tél : 01 42 42 26 59
BET Acoustique : Echologos	24, Boulevard de la Chantoune, 38700 La Tronche	tél : 04 76 89 36 63

BAC	ART	DCE	OPC	TN	T01	TZ	E	003	A
OPERATION	EMETTEUR	PHASE	LOT	NIVEAU	ETAT	ZONE	TYPE	NUMERO	INDICE

Sommaire

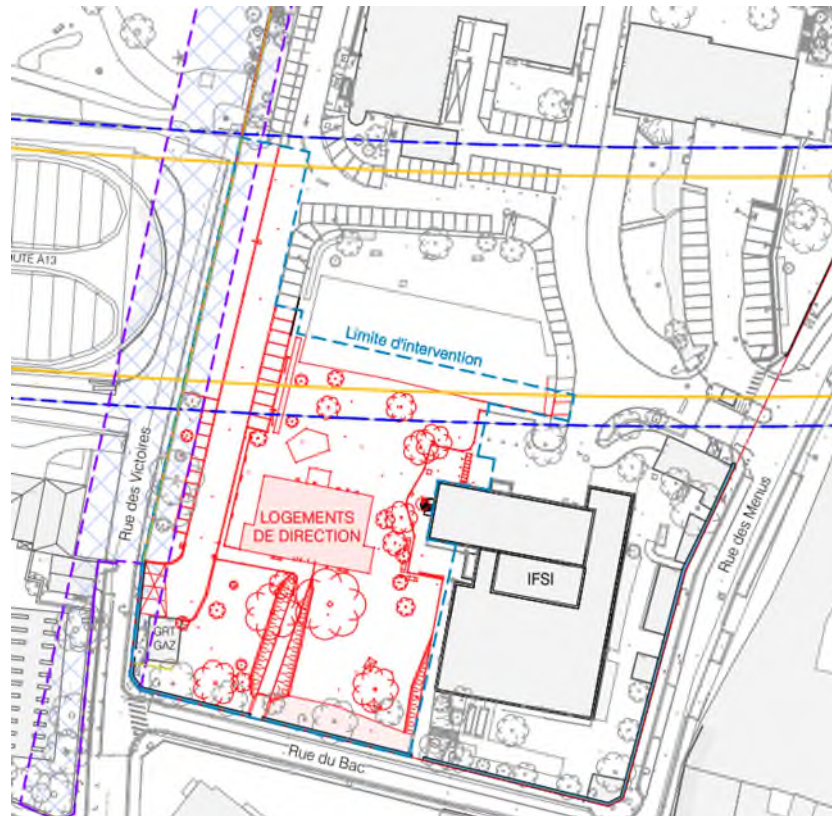
1. INTRODUCTION	1
2. DESCRIPTIF GENERAL de l'existant	2
3. CONCESSIONNAIRES	4
3.1 Électricité	4
3.1.1. Poste de transformation.....	4
3.2 Gaz	6
3.3 Eau potable.....	6
3.3.1. Alimentation principale.....	6
3.4 Moyens de lutte contre les incendies.....	8
4. MPCA & RMCP	9
4.1 MPCA.....	9
4.2 RMCP.....	9
5. POLLUTION DE SOLS	9
6. PERMIS DE DEMOLIR	9
7. DISPOSITIONS COMMUNES.....	10
7.1 Rapport avec les administrations.....	10
7.2 Etat des lieux	10
7.3 Garde de l'ouvrage.....	10
7.4 Accès au chantier	11
7.4.1. Guérite chantier, gestion des flux par homme trafic.....	11
7.4.2. Réaménagement rue des Menus pour création voie dédiée au chantier.....	11
7.4.3. Réaménagement entrée hôpital par la rue des Menus	12
7.4.4. Aménagement de la sortie vers voie de service DIRIF	14
7.4.5. Accès piéton	15
7.4.6. Livraison, évacuation des déchets	15
7.5 Bureaux de chantier, cantonnements, locaux divers	16
7.6 Bureaux de chantier.....	17
7.7 Salissure du domaine public.....	17
7.8 Documents sur le chantier	17
7.9 Aire de stockage des déchets.....	17
7.10 Panneau de chantier	18
7.11 Clôtures de chantier	18
7.12 Signalétique chantier	18
7.13 Installation électrique de chantier	18

7.14 Installation eau de chantier	19
7.15 Consignations	19
7.16 Eclairage	19
7.16.1. <i>Eclairage des voiries.....</i>	19
7.16.2. <i>Eclairage intérieur.....</i>	19
7.17 Marquage des MPCA et revêtements contenant du plomb	20
7.18 Volet environnemental de l'opération	20
7.18.1. <i>Chantier a faibles nuisances</i>	20
7.18.2. <i>Bruit de chantier.....</i>	21
7.19 Protections collectives	21
7.20 Dispositions concernant les arbres conserves par le projet	22
7.20.1. <i>Préserver les arbres</i>	23
8. PHASAGE ET PLANNING.....	24
9. DOSSIERS DE RECOLEMENT	24

1. INTRODUCTION

Les travaux projetés concernent le curage, la dépollution du bâti (travaux de retrait des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (MPCA) et démolition du bâtiment logement situé au 9 Avenue Charles de Gaulle, 92100 Boulogne-Billancourt. Les travaux concernent également le dévoiement des réseaux existants à réaliser.

Le présent document présente le site, expose et développe les principes d'organisation du chantier.



Emprise du site en bleu

La surface globale du site est d'environ 4348 m².

2. DESCRIPTIF GENERAL DE L'EXISTANT

Le bâtiment à démolir est situé sur le site de l'hôpital Ambroise-Paré, au 9 Avenue Charles de Gaulle, 92100 Boulogne-Billancourt.

Le site est caractérisé par la présence de l'autoroute A13. Le Plan d'Installation de Chantier sera soumis à la validation de la DIRIF.

L'hôpital Ambroise Paré se trouve dans le site classé du Parc de Boulogne Edmond de Rothschild. A ce titre, le Plan d'Installation de Chantier et la notice/méthodologie de l'entreprise seront aussi soumis à la validation de l'Inspectrice des Sites.

Une vue satellite du site et du bâtiment à démolir :



Le site est constitué de :

- Le bâtiment de logements
- L'abri véhicules
- Le poste gaz

Les principales opérations de travaux consistent :

Pour les travaux préalables techniques :

- Dévoiements de réseaux
- Piste chantier
- Travaux divers

Pour les travaux de déshabillage / déconstruction non-structurelle :

Déshabillage et déconstruction des ouvrages et/ou parties d'ouvrage qui ne participent pas à la solidité et la stabilité de l'ouvrage, suivant scénario à arrêter au terme des études préliminaires et conformément

- Prise en compte du risque plomb pour les travaux de déshabillage et de nettoyage final
- Tri sélectif des déchets et évacuation vers des centres de traitement et/ou de recyclage adaptés
- Repli de chantier

Pour les travaux de traitement des MPCA :

- Déshabillage / curage hors risque amiante et préalable au traitement des MPCA
- Isolement et confinement des zones de travaux
- Le cas échéant, dépoussiérage avec risque amiante, suivant l'état de conservation des MPCA
- Si nécessaire, déshabillage des matériaux et équipements contaminés ou susceptibles d'être contaminés par l'amiante
- Retrait des MPCA listés ci avant
- Surveillance de la qualité de l'air et des effluents / métrologie (mesures d'air et eau y compris mesures d'air libératoires avant repli)
- Opérations de dépose des isolements / confinements et repli de chantier au terme des travaux de décontamination
- Evacuation des déchets et repli de chantier

Pour les travaux de traitement des RMCP :

- Traitement adapté des équipements et/ou revêtements contenant du plomb
- Définition du périmètre de travaux de déplombage en fonction du programme des travaux de rénovation
- Retrait des peintures au plomb le cas échéant
- Le nettoyage final

3. CONCESSIONNAIRES

Les déclarations de projet de travaux et retours concessionnaires sont joints au présent DCE.

3.1 Électricité

3.1.1. Poste de transformation

L'entreprise pourra se raccorder au TGBT existant pour la durée de ses travaux.

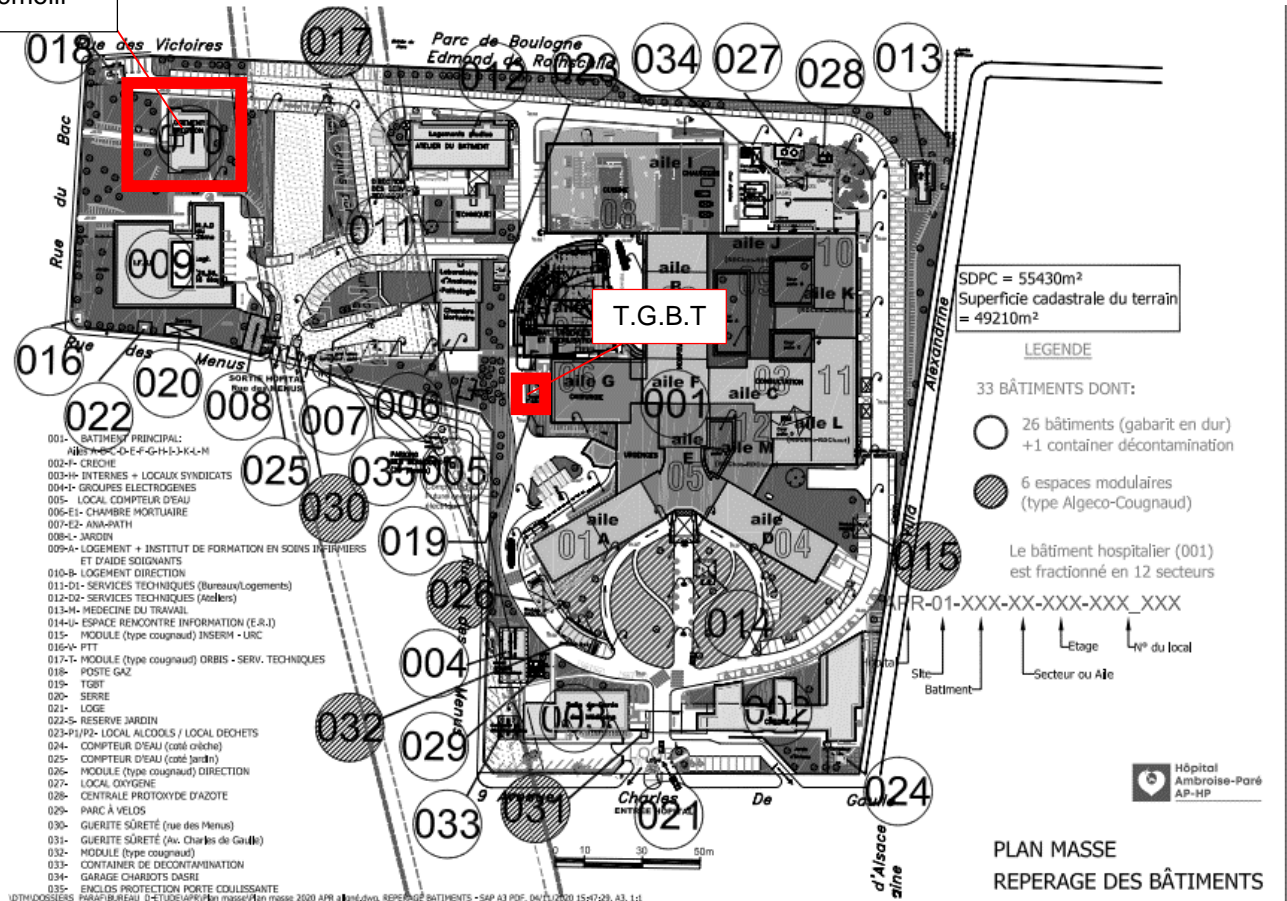
L'Entrepreneur doit prévoir les installations électriques nécessaires au chantier, à savoir :

- Les prestations nécessaires de raccordement électrique
- Les percements rendus nécessaires pour le cheminement des câbles et leur remise en état
- L'alimentation électrique du cantonnement et du cheminement
- Le contrôle des installations par un organisme agréé
- L'éclairage provisoire de toutes les circulations et zones de travail

La maintenance, y compris petites fournitures sont à la charge de l'entreprise.

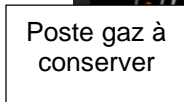
- Réseaux extérieurs
- Remplacement des lampes

L'entreprise aura également la possibilité de se raccorder à l'existant de l'école IFSI si la puissance desservie le permet.



Extrait du plan de masse

Le poste gaz et les réseaux enterrés ont été repérés sur la parcelle. Le poste gaz sera conservé. Le réseau de gaz sera dévié, tel que décrit dans le *CCTP Dévoiements CVC joint au DCE*. Le réseau de gaz alimente actuellement la chaufferie du site et donc tout l'hôpital en chauffage et ECS. La coupure devra être la plus courte possible.

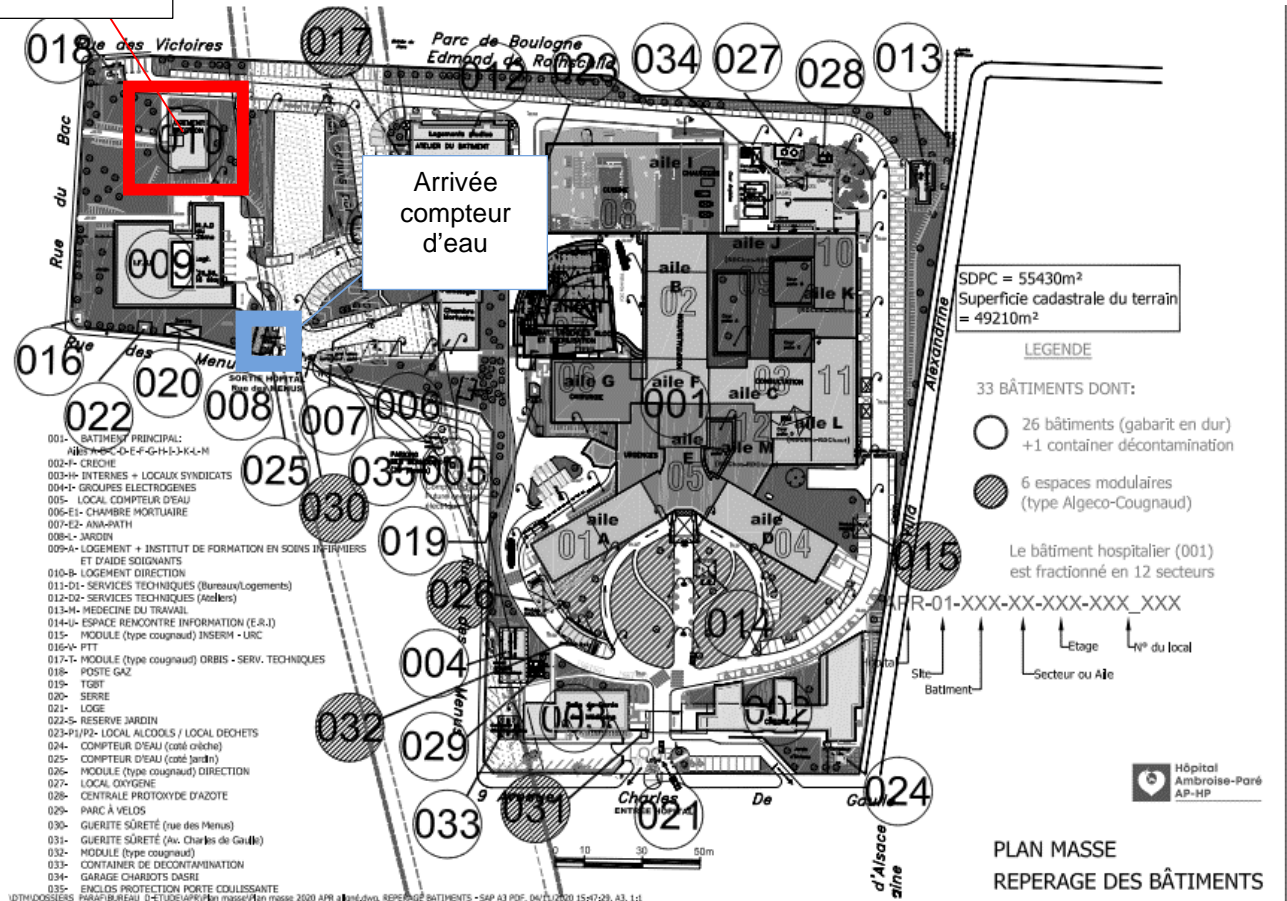


3.3.1. Alimentation principale

Le bâtiment est alimenté par une arrivée « eau de ville ».

- La maintenance, y compris petites fournitures sont à la charge de l'entreprise.

Bâtiment à
démolir



4. MPCA & RMCP

4.1 MPCA

Conformément à la réglementation en vigueur, le repérage des MPCA (Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante) avant démolition a été réalisé, par bâtiment, par la société QUALITAT.

Les conclusions sont reportées dans le rapport suivant effectuées par la société **QUALITAT**. Le rapport de repérage référencé 57523-1 MAJ1 AMI demol - bât Logements en date du 08/07/24.

Les Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante suivants sont d'ores et déjà identifiés :

La liste des MPCA est détaillée dans le CCTP Retrait des MPCA dont l'Entrepreneur est réputé avoir parfaite connaissance.

La recherche d'amiante et HAP a été menée par QUALITAT. Les conclusions sont reportées dans le rapport 57738-1 AMI tvx.

Les résultats d'analyse des carottages n'ont pas montré la présence d'amiante dans les enrobés.

En cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante pendant l'exécution des travaux du présent lot, l'Entrepreneur devra immédiatement prévenir le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, par téléphone avec confirmation par courriel sous 24 heures.

Le Maître d'ouvrage devra faire réintervenir l'opérateur de repérage qui procédera au prélèvement d'un échantillon du matériau suspect en prenant toutes les précautions nécessaires. L'opérateur de repérage fera procéder à son analyse par un laboratoire. Dans l'attente des résultats, les travaux seront suspendus au voisinage du matériau considéré et des mesures conservatoires seront mises en œuvre afin d'empêcher l'émission de fibres et l'agression de celui-ci par un tiers.

Dès réception des résultats, la Maîtrise d'œuvre indiquera à l'Entrepreneur les dispositions à mettre en œuvre dans le cadre du C.C.T.P. retrait des MPCA.

L'employeur transcrit les résultats de son évaluation des risques pour chaque processus.

4.2 RMCP

Conformément à la réglementation en vigueur, la recherche de plomb dans les peintures avant démolition a été réalisée par bâtiment par la société QUALITAT :

- RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES REVÊTEMENTS, MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DU PLOMB AVANT DEMOLITION référencé 57523-1 MAJ1 PLB demol - bât Logements en date du 08/07/24

5. POLLUTION DE SOLS

Un diagnostic de pollution de sol a été réalisé à l'échelle du site. Il n'est prévu aucun déplacement de terre hors site ni de prestation de dépollution.

6. PERMIS DE DEMOLIR

Le permis de démolir/construire a été déposé le 18 décembre 2024.

L'arrêté de la Mairie sera communiqué aux Entreprises dès réception.

Le permis de démolir/construire sera affiché par le Maître de l'ouvrage.

7. DISPOSITIONS COMMUNES

7.1 Rapport avec les administrations

L'Entrepreneur titulaire du marché doit effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à l'exécution de ses travaux auprès des Sociétés Concessionnaires de distribution des fluides (eau, électricité, GRDF, réseau de chaleur et de froid...) si nécessaire, des Administrations Municipales et Centrales, la DIRIF, L'Inspectrice des Sites, la Ville de Boulogne-Billancourt (sécurité, pouvoir de police, autorisations sur DP), l'EPI 78-92 (CD 92 RD1) et l'EPT GPSO (entretien et gestion du DP communal, Et des espaces verts, site classé) **sous réserve d'en avertir le MOE au préalable, notamment concernant les contacts avec la Mairie et la DRIEAT en IDF.**

7.2 Etat des lieux

Avant la prise de possession des lieux et à l'issue des travaux préparatoires, un procès-verbal (PV) de prise de possession du site sera établi entre l'Entreprise et la Maîtrise d'Ouvrage. Ce PV sera accompagné d'un constat d'huissier et d'un état des lieux détaillé portant principalement sur :

- Sur les mitoyens
- Les emprises extérieures privées et publiques
- Les éléments conservés

Ce constat sera réalisé en présence des représentants des parties concernées, notamment :

- La DIRIF ;
- L'Inspectrice des Sites ;
- La Ville de Boulogne-Billancourt ;
- Le Grand Paris Seine Ouest (GPSO) ;
- L'Établissement Public Interdépartemental 78-92 (EPI 78-92) ;
- Le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine (CD 92).

À l'achèvement des prestations, un état des lieux comparatif sera dressé sur la même base que le premier constat. Il aura pour objet d'identifier les fissures ou désordres apparus depuis le précédent état des lieux et supposés résulter des travaux relevant du présent lot. Ce nouveau constat se fera en présence des intervenants ayant assisté au premier état des lieux.

En cas de désordres présumés et/ou avérés liés aux travaux de curage, de retrait des MPCA ou de démolition, l'Entreprise devra :

- Effectuer une déclaration de sinistre auprès de sa compagnie d'assurance,
- Transmettre une copie de cette déclaration au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

En cas de contestation ou de désaccord persistant sur l'origine ou l'étendue des désordres, une procédure de référé expertise pourra être engagée à la demande de l'une des parties auprès du tribunal compétent.

7.3 Garde de l'ouvrage

Pendant toute la durée des travaux, la sécurisation des ouvrages et du chantier sera assurée de jour comme de nuit. Sur le site hospitalier, un dispositif de surveillance est déjà en place, avec deux agents présents 24h/24 à l'entrée principale (accès avenue Charles de Gaulle), un agent de 7h à 22h à cet accès, et un autre aux urgences en permanence. Ces ressources seront prises en compte dans la coordination des mesures de sécurité du chantier.

L'entreprise devra compléter ce dispositif par les moyens adaptés à la nature du chantier. À ce titre, elle proposera, dans son offre, les équipements de sécurité supplémentaires à mettre en œuvre, tels que systèmes d'alarme, dispositifs de détection d'intrusion, de présence ou d'incendie, en cohérence avec les risques identifiés (ex. : départ de feu, intrusions hors horaires).

Un vigile dédié au chantier devra effectuer des rondes régulières, notamment en dehors des horaires de présence des équipes travaux, afin d'assurer la surveillance des installations et de prévenir tout incident.

Le Poste de Contrôle de Sécurité (PCS) sera occupé par la société de gardiennage mandatée, qui devra assurer notamment :

- Le contrôle des accès au chantier via le portail principal, qui sera le seul point d'entrée autorisé pour les véhicules de chantier. Tous les autres accès (portails ou portillons) devront être condamnés par des dispositifs physiques (type blocs béton) empêchant tout franchissement non autorisé.
- Le suivi précis des personnes habilitées à accéder au site, avec mise à jour hebdomadaire de la liste nominative communiquée par l'entreprise.
- La gestion des clefs d'accès aux différentes zones de travaux.
- L'accueil, l'orientation et l'accompagnement des visiteurs sur site.
- L'alerte immédiate en cas de dysfonctionnement, d'anomalie ou d'incident.

7.4 Accès au chantier

7.4.1. Guérite chantier, gestion des flux par homme trafic

L'entreprise mettra en place un système de contrôle des accès en sortie de chantier, comprenant l'installation de guérites à l'entrée et à la sortie du site (accès via la voie de service de l'autoroute A13), conformément au Plan Particulier d'Installation de Chantier (PPIC) joint au présent DCE.

Afin de garantir une gestion sécurisée et fluide des flux de circulation, notamment lors des pics d'activité, la présence d'agents de circulation (hommes trafic) est requise. Il devra y avoir au minimum :

- Un homme trafic en entrée, positionné à la guérite d'accès pour contrôler les entrées et assurer la régulation des véhicules.
- Un à deux hommes trafic en sortie, en fonction des flux observés et prévus, pour sécuriser les manœuvres et éviter tout risque de conflit avec la circulation existante.

L'organisation de ce dispositif devra être précisée dans le plan d'installation de chantier remis par l'entreprise, et pourra être ajustée en coordination avec la Maîtrise d'Ouvrage selon les conditions réelles d'exploitation du site.

L'itinéraire privilégié pour l'arrivée des camions sera par le boulevard Anatole France.

7.4.2. Réaménagement rue des Menus pour création voie dédiée au chantier

- Neutralisation d'une rangée complète de stationnement 3 places de stationnement supplémentaires à proximité de l'entrée du site pour maintenir la fluidité de circulation de la rue des Menus. Le but étant d'éviter l'arrêt de circulation des véhicules publics pendant que le camion de chantier est en train de faire sa giration pour entrer sur site. Il est prévu aussi de neutraliser un trottoir et de dévier les piétons sur le trottoir d'en face,
- Mise en place de 2 feux tricolores provisoires au niveau de l'intersection entre la rue des menus et l'avenue Charles De Gaulle pour gestion des flux du carrefour fonctionnant actuellement avec des priorités à droite,
- Dépose des plots et signalétique routière existante,
- Mise en place d'un feu alternatif au niveau de l'entrée/sortie du parking des Bermudes permettant de gérer l'intersection avec la voie de chantier,
- Reprises voirie suite petites démolition pour création d'une voie dédiée au chantier,

- Mise en place de GBA tout le long de la voie de chantier + interruption de ces GBA à l'entrée du parking des Bermudes,
- Mise en place de la signalisation extérieure au chantier demandée par les services publics de la Ville (routière et piétonne) cis reprise traçages au sol, panneaux de circulation, indications que la voie est dédiée seulement au chantier par un panneaux « tourne à droite interdit sauf chantier » en amont du boulevard Charles De Gaulle...),
- La remise en état de la voirie et des aménagements actuels de la rue des Menus et repose des équipements publics.

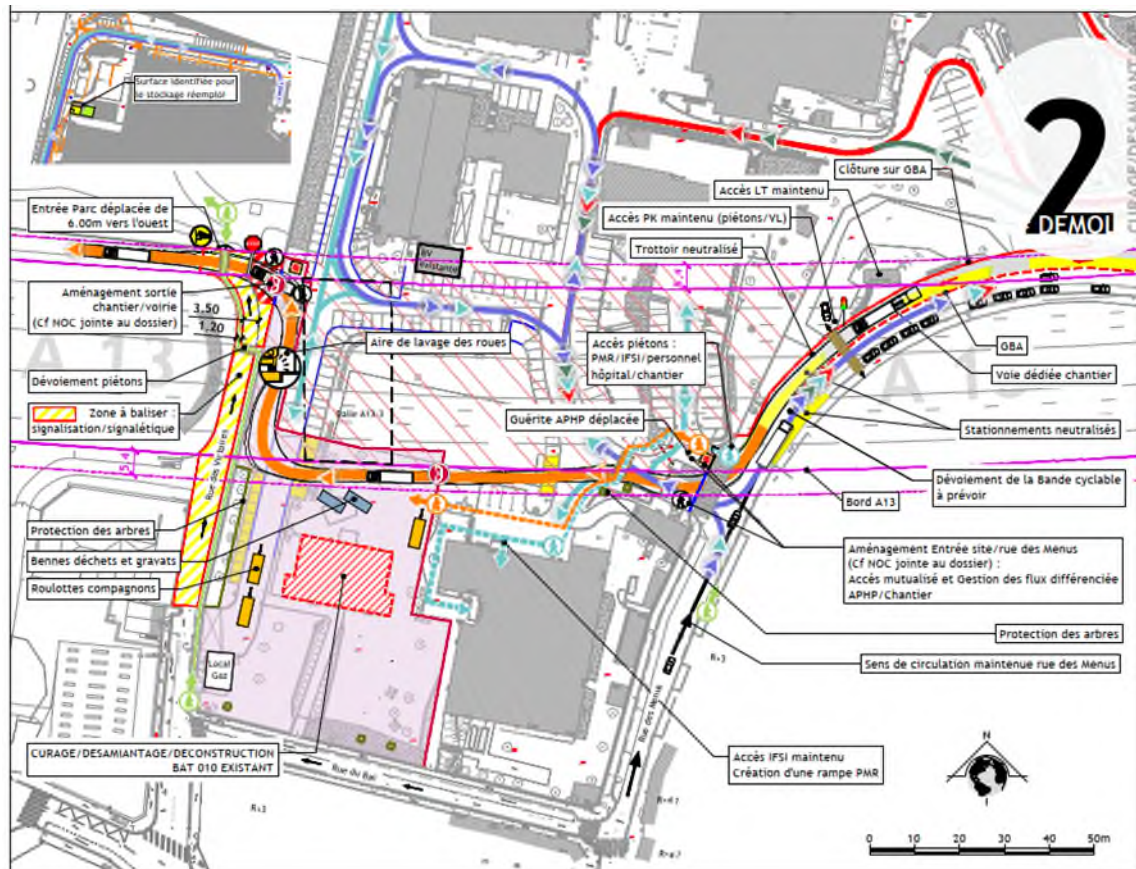
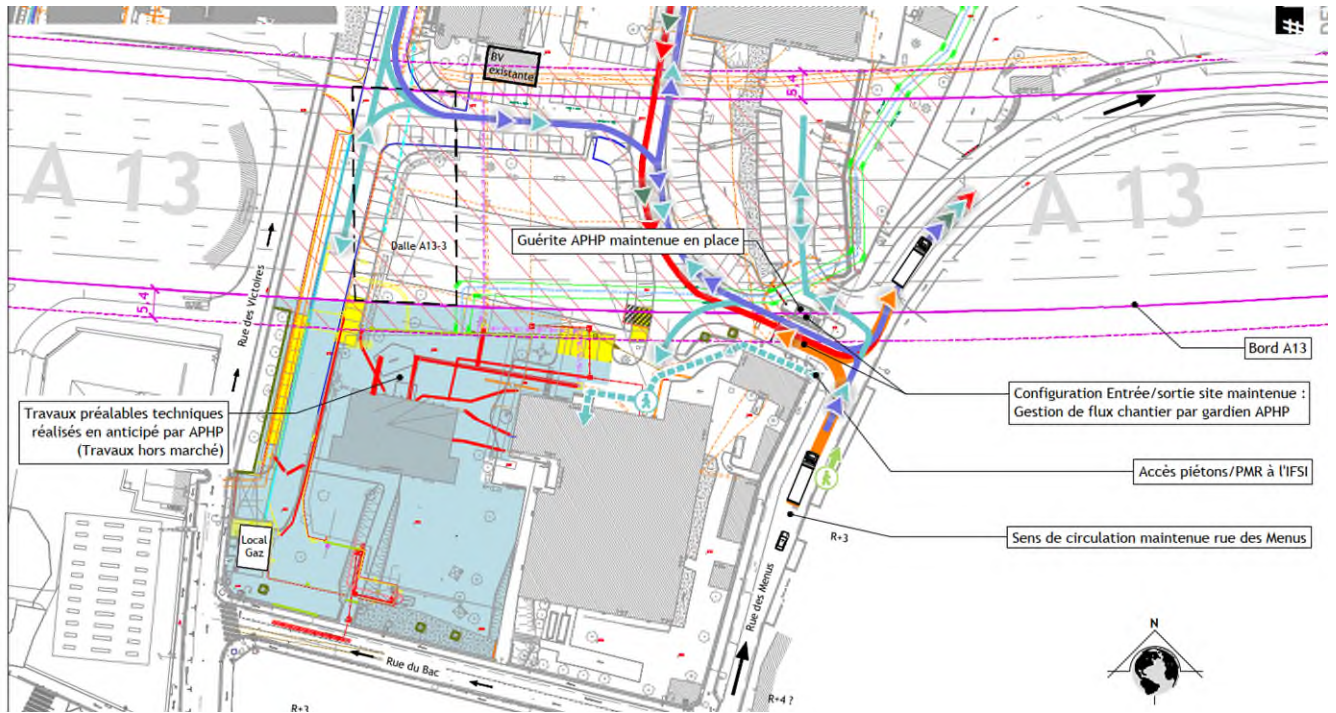
7.4.3. Réaménagement entrée hôpital par la rue des Menus

L'accès principal du site se fera via un grand portail (à aménager) accessible depuis la rue des Menus. Cet accès sera mutualisé entre l'hôpital et le chantier. Etant donné la giration des camions et les différentes contraintes liées à l'autoroute A13 et au maintien des espaces verts à l'entrée du site, il sera nécessaire de réaménager complètement l'entrée du site. Il faudra donc prévoir :

- Remplacement total ou partiel (à confirmer) du portail existant : une partie du portail existant (partie fixe + postillon existant) indiqué en noir sur le PPIC peut être réutilisée pour le nouveau portail du site (faisabilité à confirmer). Le portillon d'accès piéton (réservé à l'hôpital seulement) sera équipé d'un contrôle de badge,
- Pour l'accès véhicules personnel/camions chantier/livraisons du site, il faudra prévoir un nouveau portail,
- Déplacement de la guérite de l'hôpital et mise en place de la guérite chantier,
- Démolition ilot central actuel et reprise de voirie,
- Dépose barrière levante existante,
- Création d'un passage piéton provisoire pour cheminement vers IFSI depuis le portillon d'accès piéton,

Aménagement d'un portail de chantier. Ce dernier sera éloigné du portail du site permettant ainsi de maintenir une zone de circulation partagée entre l'hôpital et le chantier à l'entrée du site.

Nota : il n'est pas prévu de remettre en place l'ancien portail -> l'entrée du site sera maintenue dans sa configuration de chantier (servira potentiellement aux différents chantiers prévus sur site).

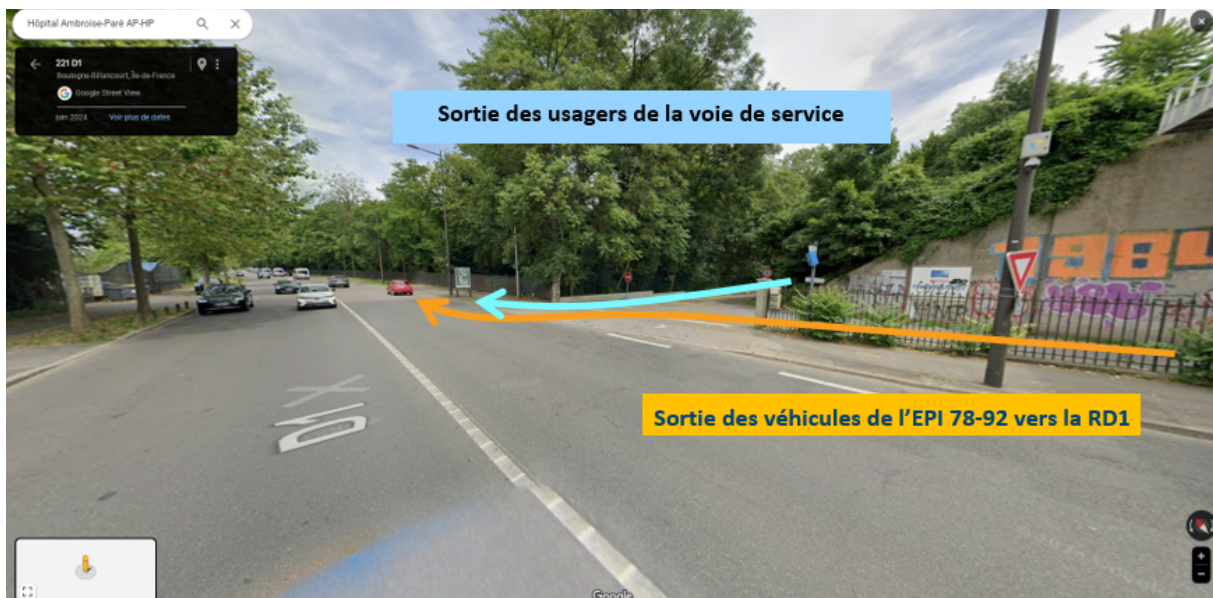


7.4.4. Aménagement de la sortie vers voie de service DIRIF

La sortie des engins de chantier débouche au niveau de l'accès et Sortie unique par le public piéton du Parc Boulogne Edmond de Rothschild. Sortie interdite des véhicules du chantier et portail impérativement fermé les samedis & Jours fériés.

Horaires du parc en hiver : du 01/11 au 29/02 : 8h - 17h30.

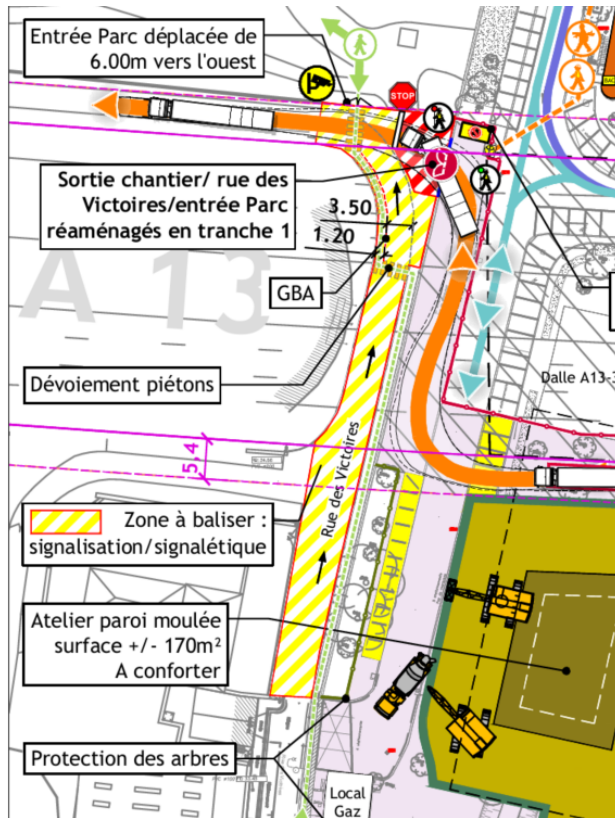
- Dépose racks à vélos à la sortie du chantier (sur rue des Victoires),
- Dépose portillon existant + clôture + démolition relevé béton,
- Mise en place d'un portail de chantier + portillon (muni d'un contrôle d'accès) pour accès compagnons vers site/base vie,
- Dévoiement flux piéton public pour mieux sécuriser le cheminement vers le parc et maintien d'un accès sécurisé au Parc Rothschild -> nécessite l'aménagement d'un trottoir en face avec dépose des plots bétons existants + passages piétons provisoires,
- Déplacement du portail d'entrée du parc,
- Reprise voirie à la sortie sur les zones de terre pour un accès convenable aux camions de chantier,
- Mise en place d'une guérite pouvant accueillir 2 hommes trafics qui seront responsables de la gestion des flux de sortie de chantier, des flux piétons allant vers le parc et les flux des véhicules DIRIF et ville,
- Elagage d'arbres le long de la sortie DIRIF jusqu'à rejoindre le Quai du 4 Septembre (uniquement côté autoroute, côté talus DIRIF, l'autre côté étant pris en charge par GPSO) + reprise voirie si nécessaire (à définir plus finement par l'entreprise IC),
- Voie DIRIF : signalétique, balisage et feu au débouché des engins sur RD1 (tourne à droite obligatoire) + Gestion Voie DIRIF (croisement de flux, gestion de la barrière levante),



- Signalétique/signalisation sur rue des Victoires pour gestion sécurisé des flux (marquage au sol, panneaux de signalisation, panneaux de déviations, ...),
- Remise en état de la voirie à la fin des travaux et repose des équipements publics.

Nota : il n'est pas prévu de mettre en place un nouveau portail à la fin des travaux -> le portail définitif sera installé par la prochaine MOE pour adaptation aux services SAMU/SMUR.

Se référer également au document établi par la ville de Boulogne-Billancourt détaillant les mesures à mettre en place (**MESURES OBLIGATOIRES DE SECURISATION POUR LES ACCES AU PARC PUBLIC ROTHSCILD**) joint au présent DCE, qui concerne l'aménagement de la sortie chantier, en interface avec la rue des Victoires, voir extrait reporté sur PPIC ci-dessous :



Panneau à installer en sortie de chantier :



Zone à baliser rue des Victoires :



L'ensemble des aménagements de voirie (rue des Menus et rue des Victoires) ainsi que l'aménagement de la sortie vers la voie de service de la DIRIF et le réaménagement de l'entrée du site sont à intégrer dans ce marché, par l'entreprise titulaire du lot démolition/désamiantage/travaux divers. (cf PPIC).

7.4.5. Accès piéton

Un unique point d'entrée sur site est prévu au droit de l'accès actuel selon le PPIC fourni au présent DCE.

7.4.6. Livraison, évacuation des déchets

L'Entrepreneur aura à sa charge la mise en place et l'entretien durant la totalité du chantier de démolition des aménagements nécessaires à l'organisation de l'aire de stationnement des bennes : protection de la voirie, mise

en place de protections de chantier incluant les portails d'accès des camions et interdiction des accès piétons par la voie de livraison.

Les camions devront en tout temps, pouvoir circuler jusqu'au bâtiment en cours de chantier, à pied d'œuvre. En conséquence, les voiries intérieures seront entretenues et libérées de tout obstacle. Les bennes de tri des déchets (7 flux) seront entreposées au droit de chaque bâtiment. En cours de démolition, le chargement se fera au niveau du bâtiment en question.

L'entrepreneur valorisera dans son offre la présence d'un homme trafic pour toute la durée des travaux en entée de site et pour toute action sur site générant un risque entre les engins de chantier et les camions en circulation.

La limitation de vitesse sur le chantier sera de 20km/h.

Une attention particulière sera apportée à la gestion des flux de camions afin d'éviter tout stationnement aux abords proches des parcelles objets des travaux.

7.5 Bureaux de chantier, cantonnements, locaux divers

Les installations suivantes seront réalisées par l'Entrepreneur et/ou le mandataire du groupement d'entreprise. Elles devront répondre aux exigences de la note CRAMIF n°27 « Cantonnements de chantier » et de la notice de L'OPPBTP pour la gestion du risque Covid-19.

Les installation et équipements intervenants seront mis en œuvre conformément aux règles d'hygiène et de sécurité, comprenant vestiaires, sanitaires, réfectoire, et salle de réunion. Ces locaux seront éclairés et chauffés et équipés d'extincteurs.

L'entreprise aura à sa charge l'entretien quotidien de la base vie (nettoyage et évacuation des poubelles) ainsi que la maintenance de l'installation électrique, CVC, plomberie.

Aucun stockage ou dépôt ne sera toléré sur ce niveau.

L'Entrepreneur prévoira des chaussures ou bottes de sécurité / chasubles / casques de sécurité pour les intervenants (MO, MOex, BET, CSPS, et toute autre personne à l'initiative du MO).

L'entreprise pourra installer la base-vie soit :

- Au rez-de-chaussée du bâtiment, sous réserve de compatibilité avec le phasage des travaux et des contraintes techniques du site,
- Dans un système modulaire de type roulottes, implanté sur une zone définie dans le Plan d'Installation de Chantier (PIC), en accord avec la Maîtrise d'Ouvrage.

Quelle que soit la solution retenue, les conditions minimales suivantes devront être respectées :

- Mise à disposition de vestiaires équipés d'un nombre suffisant d'armoires individuelles à double compartiment, ventilées indépendamment avec extraction d'air vicié vers l'extérieur, et complétés par bancs et patères.
- Communication directe entre les vestiaires et les sanitaires.
- Respect des ratios réglementaires suivants (hors couloirs de circulation) :
 - Vestiaires : $\geq 1,50 \text{ m}^2$ par personne.
 - Réfectoires : $\geq 1,50 \text{ m}^2$ par personne.
 - Sanitaires : $\geq 0,75 \text{ m}^2$ par personne, avec un WC ou urinoir pour 10 personnes.
 - Surface totale de la base vie : $\geq 3,75 \text{ m}^2$ par personne.

L'organisation précise (choix d'implantation, surfaces, équipements, raccordements) devra être validée en amont par la Maîtrise d'Ouvrage.

L'Entrepreneur valorisera :

La livraison, le montage, la mise en service, l'entretien et les consommables pour la durée du chantier de curage et désamiantage.

L'entreprise prévoira le déménagement et la mise en œuvre d'une base vie pour finaliser le curage du rez-de-chaussée à l'issue de l'ensemble des travaux. Cette base vie restera en place à l'issue des travaux.

7.6 Bureaux de chantier

L'entreprise mettra à disposition les installations comprenant :

- Un bureau avec tables, chaises, et armoire fermant à clef pour le Maître d'œuvre
- Une salle de réunions pour 8 personnes
- Une machine à café à dosettes, une bouilloire, les dosettes et sachets de thé pour la durée du chantier.
- Une imprimante couleur y compris consommables (papier format A4, encre, etc.)
- L'Entrepreneur mettra à disposition un accès à internet à haut débit et assurera la maintenance et les coûts de mise en service et d'abonnement.
- Les EPI pour les visites de chantier du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage et seront disposés dans une armoire verrouillée EPI visiteurs.

7.7 Salissure du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc. du domaine public et de la parcelle en travaux, doivent toujours être maintenu(e)s en parfait état de propreté. En cas de non-respect de cette obligation, l'Entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

Il doit également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières et boues aux abords du chantier.

L'Entrepreneur mettra en place une aire de décroutage sur zone d'enrobé ou béton pouvant garantir l'état correct des camions en sortie de chantier.

7.8 Documents sur le chantier

L'Entrepreneur mettra, notamment, à disposition dans le bureau de chantier les documents suivants :

- Un exemplaire du dossier marché
- Les PPSPS et Plan de retrait
- Le planning affiché au format A0
- Les fiches techniques des équipements et registres d'entretien pour les appareils
- Les PV de vérification des installations électriques et des moyens de levage par un contrôleur technique agréé

7.9 Aire de stockage des déchets

Une aire de stockage des bennes sera aménagée au RDC du bâtiment selon la proposition de PPIC jointe au DCE.

Les bennes seront bâchées tous les soirs et aucun gravois ou matériel ne seront tolérés à l'extérieur de l'ensemble immobilier.

Les bennes seront organisées de manière à offrir une plateforme de tri simplifiée. A défaut cette plateforme pourra être aménagée au RDC du bâtiment. Les bennes seront spécifiques à chaque nature de gravois et devront permettre de trier séparément les sept catégories de déchets suivants :

- Les fractions minérales (béton, brique, ardoise, tuile, céramique, gravats, béton)
- Les plastiques
- Le métal
- Le verre
- Le papier/carton
- Le bois
- Le plâtre

Ce tri obligatoire est appelé « tri sept flux » (article 278 du Code de l'environnement).

Les autres déchets devront être triés :

- Les déchets dangereux (hors amiante)
- Les déchets d'amiante

7.10 Panneau de chantier

L'Entrepreneur du lot curage prévoira la réalisation du panneau de chantier d'une dimension de 3x2m, suivant réglementation en vigueur, avec indication des raisons sociales des intervenants et entrepreneurs, après acceptation du projet graphique par la Maîtrise d'œuvre.

7.11 Clôtures de chantier

L'Entreprise prévoira l'ensemble des clôtures de type HERAS provisoires dont elle aura besoin pour ses travaux et leur phasage à l'intérieur de la parcelle en travaux.

7.12 Signalétique chantier

L'Entrepreneur devra dans le cadre de son marché, la fourniture, la mise en place et la gestion d'une signalétique adaptée à la nature des travaux et aux conditions propres à chacune des zones travaux.

L'ensemble de ce dispositif sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre, du CSPS, de la Ville de Boulogne-Billancourt, de GPSO, de l'EPI 78-92.

7.13 Installation électrique de chantier

L'Entrepreneur doit prévoir les installations électriques nécessaires au chantier, à savoir :

- Les prestations nécessaires de raccordement sur le réseau existant
- La mise en œuvre des armoires et coffrets de chantier de puissance et en nombre suffisants.
- Les tableaux et colonnes de distribution force et éclairage chantier
- Les percements rendus nécessaires pour le cheminement des câbles
- L'éclairage spécifique des circulations et zones de travaux
- Le contrôle des installations par un organisme agréé

Les frais d'abonnements, taxes associées et consommations sont pris en charge par l'Entrepreneur.

Pour les travaux de désamiantage un groupe électrogène de secours sera mis en place. L'Entrepreneur valorisera la livraison et le repli, l'installation et le raccordement, et la consommation de fuel.

Une vigilance sera apportée sur le groupe électrogène quant à la limitation des nuisances sonores vis-vis des riverains.

7.14 Installation eau de chantier

L'Entrepreneur souscrira un abonnement de chantier. Il effectuera les démarches auprès des concessionnaires nécessaires à l'obtention d'un branchement. Il prévoira la création d'un réseau en polyéthylène de DN 40.

L'Entrepreneur fera procéder à une analyse de la qualité de l'eau.

Les frais d'abonnements, taxes associées et consommations sont pris en charge par l'Entrepreneur.

7.15 Consignations

Dans le cadre des travaux de curage et de démolition du bâtiment, l'entreprise aura la charge des consignations et débranchements internes au bâtiment, en lien avec les réseaux techniques à déposer (électricité, eau, air, fluides divers, fluides frigorigènes). Ces opérations incluront le marquage préalable des réseaux concernés.

Les dévoiements et débranchements des réseaux extérieurs (réseaux CVC, CFO et VRD via tranchée) ne relèvent pas du présent marché : ils seront réalisés directement par le Maître d'Ouvrage ou ses prestataires désignés.

L'entreprise devra procéder aux consignations internes selon les dispositions suivantes :

- Désignation d'un chargé d'opération et d'un chargé de consignation spécifiquement formés et habilités.
- Pour les réseaux électriques : séparation des équipements concernés de toute source d'alimentation, mise hors tension, vérification d'absence de tension (VAT), puis mise à la terre et en court-circuit immédiate.
- Pour les réseaux de fluides : isolement des circuits, puis purge, vidange ou dissipation complète des fluides résiduels.
- Mise en place de dispositifs de condamnation adaptés aux équipements concernés.
- Marquage clair et lisible des réseaux restant en service (CVC, plomberie, etc.).
- Rédaction, signature et diffusion des procès-verbaux de consignation pour chaque opération.
- Prise en compte des règles de sécurité et coordination avec les autres intervenants sur site.

L'entreprise intégrera également dans son offre les frais liés aux débranchements et consignations internes relevant de son périmètre.

7.16 Eclairage

7.16.1. Eclairage des voiries

L'Entrepreneur installera un éclairage extérieur des voies de circulation intérieure au chantier. Le système d'éclairage pourra être commandé depuis la base vie ou le PCS.

Il sera constitué soit de guirlandes lumineuses LED doublées soit de spots adaptés installés sur poteaux bois sur plots béton.

7.16.2. Eclairage intérieur

Le principe d'éclairage de chantier respectera la recommandation n°19 de la CRAMIF. Devront être obligatoirement équipées d'un éclairage de chantier :

- Les cages d'escaliers

- La matérialisation de circulations horizontales de connexion entre cages d'escaliers via un éclairage

Devront également être équipés de blocs autonomes d'éclairage de sécurité, tous les accès aux cages d'escaliers de tous les escaliers laissés en libre accès.

L'éclairage intérieur provisoire couvrira l'ensemble des zones accessibles au personnel en respectant les niveaux d'éclairement suivants :

- Voie de circulation : 40 lux
- Escaliers / locaux de stockage : 60 lux
- Locaux de travail, vestiaires, réfectoire, sanitaires : 120 lux
- Locaux aveugles affectés à un travail permanent : 200 lux

Des compléments d'éclairage seront assurés sur les postes de travail selon le niveau d'éclairement nécessaire.

7.17 Marquage des MPCA et revêtements contenant du plomb

Avant toute intervention, le titulaire du lot curage procédera au marquage des matériaux, composants, de tous les équipements ou parties d'équipement contenant de l'amiante impactés de façon directe ou indirecte par les interventions/travaux.

Il procédera également au marquage de l'ensemble des revêtements contenant du plomb.

7.18 Volet environnemental de l'opération

7.18.1. Chantier a faibles nuisances

L'Entrepreneur prendra connaissance et mettra en œuvre les dispositions listées ci-après :

Préalablement à la démolition

Les travaux préalables à toute démolition (désamiantage réglementaire de l'ensemble des bâtiments, enlèvement du plomb et destruction du bois contenant des insectes xylophages conformément à l'arrêté municipal en vigueur) sont effectués dans le cadre des obligations réglementaires.

Le CCTP intègre les prestations de neutralisation et de repérage des évacuations existantes (égouts), de l'isolement en énergie et fluides des bâtiments avant leur démolition.

Programme spécifique

En cas de démolition, un programme spécifique est établi, comprenant :

- *Ses objectifs de valorisation pour ses déchets de chantier, le cas échéant ;*
- *Le planning prévisionnel de la démolition avec les différentes phases ou jalons ;*
- *Les moyens à mettre en œuvre pour éviter les mélanges de déchets et faciliter le tri (plusieurs bennes par exemple) ;*
- *Les moyens pour cantonner la poussière et réduire les nuisances (arrosage par exemple) ;*
- *Les procédures pour réduire les bruits (choix des engins, outils et méthodes, sélection des périodes d'émission, protections, fréquence) ;*
- *Les méthodes de tri des déchets (zones de stockage, méthodes de tri, solutions de récupération) et les procédures de traitement et d'élimination définies par les autorités locales ou la valorisation des déchets selon les filières locales existantes ;*

- Le flux d'enlèvement des déchets (nombre de camions par jour, avec bâchage obligatoire et nettoyage des roues en sortie de chantier).

Références des entreprises de démolition

Les entreprises de démolition présentent des références en matière de démolition (déconstruction sélective si exigée) et des compétences avérées en traitement des déchets [1]. Les entreprises décrivent, en annexe de leur offre, leur méthodologie en matière de démolition.

[1] Les entreprises de démolition peuvent se prévaloir d'une qualification QUALIBAT 1111, 1112, 1113 ou équivalent suivant le type de projet.

7.18.2. Bruit de chantier

L'Entrepreneur prendra connaissance et mettra en application les dispositions de l'arrêté relatif à la lutte contre les bruits de voisinage du 17 décembre 2021 relative aux bruits de voisinage sur le territoire de la Ville de Châtillon et notamment l'article 2 relatif aux travaux bruyants :

Art. 2. — Les travaux bruyants et gênant le voisinage sont interdits, en tous lieux, à l'intérieur des immeubles comme sur le domaine public, aux heures suivantes :

- Avant 8 h et après 18 h les jours ouvrables ;
- Les dimanches ;
- Les jours fériés.

Ces travaux concernent également la livraison des engins et matériel nécessaires à l'exécution des travaux et chantiers.

REEMPLOI

L'entrepreneur prendra connaissance du PEMD indice 0 établi par et joint à la consultation. Il valorisera la dépose soignée et le stockage des éléments démontés dans le BPU associé. Le CCTP démolition décrit les attentes en termes de réemploi pour l'opération.

L'Entrepreneur reste néanmoins libre de proposer toutes autres filières de réemploi des éléments qu'il aurait identifiés comme à fort potentiel.

7.19 Protections collectives

Chaque entrepreneur est chargé de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et à leurs abords pendant toute la durée du chantier de curage, déshabillage, retrait des MPCA et démolition, y compris la levée des réserves, et correspondant à ses ouvrages, sous la responsabilité d'une équipe identifiée. Il appartient cependant à toutes les entreprises de veiller à remettre en place les protections collectives qui auraient été déplacées.

Lorsqu'une entreprise intervient sur une zone où la protection est en place, elle aura à sa charge et devra assurer si nécessaire la modification, le déplacement ou la remise en place de cette protection.

Il est rappelé que la mise en place ou la modification d'une protection collective doit se faire avec une protection individuelle appropriée.

De plus, il est de la responsabilité de chaque entreprise de mettre en place, selon nécessité, les protections collectives correspondant à ses ouvrages créant un risque vis-à-vis des travailleurs, ainsi que de la maintenance tant que le risque subsiste.

Les échafaudages, et d'une manière générale le matériel d'accès, de protection, de réception de matériaux ou formant surface de travail devront être conformes à la réglementation en vigueur, avoir subi les vérifications nécessaires, être utilisés conformément à leur destination et être tenus en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Dans une éventuelle impossibilité, des protections devront être conçues et disposées en collaboration avec le coordonnateur sécurité pour permettre l'exécution des travaux de l'ensemble des corps d'état sans démontage tant que les protections définitives ne sont pas en place.

Elles seront réalisées avec des matériaux (spécifiquement repérés par une peinture les différenciant des matériaux courants) et des techniques appropriées à cette fonction. Les caractéristiques du support et le mode de fixation devront permettre d'assurer la résistance mécanique nécessaire.

L'ensemble des trémies et réservations dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde-corps complets (lisse 1,1 m, sous lisse 0,45 m et plinthe 0,15 m).

Pour les autres réservations, mise en place d'un treillis soudé maille 10x10 et d'un dispositif d'obturation arasant le plancher fixé au sol (platelage...).

Le Maître d'œuvre et le Coordonnateur pourront en cas de manquement à la sécurité d'une entreprise, demander à une entreprise de réaliser les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail de l'entreprise défaillante, à charge de cette dernière sans délai de préavis.

Un constat contradictoire de la conformité des protections sera réalisé en fin d'opération en présence de l'Entrepreneur, de la Maîtrise d'œuvre, du Coordonnateur et l'entreprise de gros œuvre qui sera désignée en vue de leur passation.

7.20 Dispositions concernant les arbres conservés par le projet

Ces mesures concernent les arbres à proximité du site qui seront susceptibles d'être impactés et ceux conservés sur l'emprise du site.

Le repérage des arbres existants conservés figure dans le plan masse des ouvrages à démolir :



7.20.1. Préserver les arbres

Le personnel de chantier ne doit en aucun cas causer des chocs sur les troncs, les racines et les branches des arbres lors des diverses manipulations pendant les travaux.

Protéger les arbres avec du matériel agréé de protection des arbres.

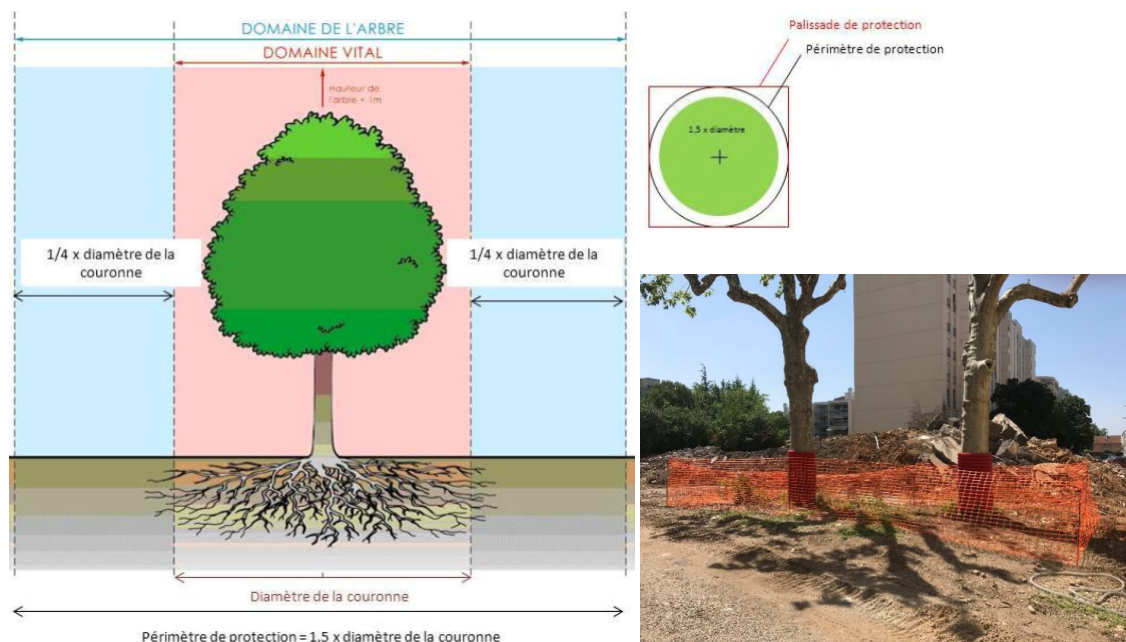
Les matériels de protection des arbres doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Être d'une hauteur minimale de 2 m ;
- Avoir une stabilité propre (sans avoir à les enfoncer dans le sol) ;
- Eviter tous frottements avec l'arbre ;
- Être pourvus d'éléments constitutifs pleins ;
- Descendre jusqu'au sol ;
- Procéder à une ouverture de 8 cm de diamètre destinée à l'arrosage pour les jeunes sujets et utiliser des systèmes de protection lourde

La protection des arbres concerne aussi bien la couronne que le système racinaire. Les racines, assurant l'ancrage et l'alimentation en eau se situent dans les premiers 50 cm du sol. Une détérioration importante serait préjudiciable à la survie de l'arbre.

Règle à respecter : Le périmètre des racines correspond au moins à l'ampleur de la couronne de l'arbre.

Le périmètre de protection = 1,5 fois la largeur de la couronne de l'arbre.

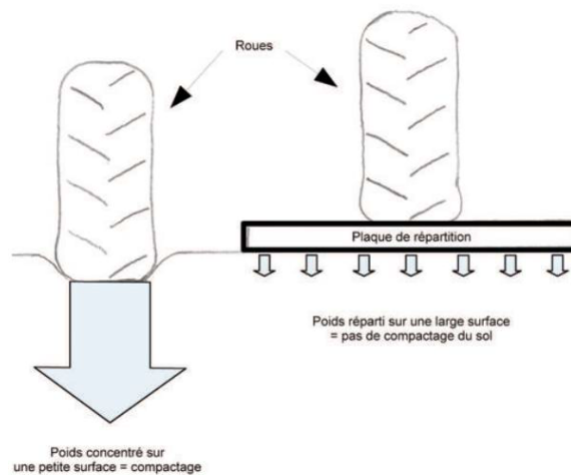


Pour conserver l'arbre en bonne santé, une palissade (madriers ou clôtures sommaires) installée à 1,5 fois le diamètre de la couronne de l'arbre constitue la situation la plus efficace pour neutraliser toutes nuisances sur la zone concernée.

Pour les arbres situés en zone sensible susceptibles d'être concernés par des projections de résidus de chantier, une bâche de protection devra être installée sur la palissade.

Les branches des arbres à conserver susceptibles d'être endommagées doivent être protégées ou élaguées en cas de gêne des déplacements d'engins ou d'installation de chantier. L'intervenant ou le bénéficiaire devra alors faire une demande de taille des branches gênantes.

- Le dépôt provisoire de matériaux (terre, sable, pierres, gravats, sacs de ciment, etc....) dans le périmètre des racines est prohibé.
- Le déblai et le remblayage sont à éviter dans le périmètre des racines.
- Dans le périmètre de protection, il est interdit de déposer des matériaux de construction et d'entreposer des véhicules de chantier.
- Dans le cas où des passages d'engins sont nécessaires dans un périmètre proche des arbres conservés alors des plaques de répartition de charge doivent être disposées au sol pour limiter le tassement du sol et protéger le système racinaire :



8. PHASAGE ET PLANNING

Le calendrier général est joint au dossier de consultation des entreprises.

9. DOSSIERS DE RECOLEMENT

A la fin du chantier, l'Entrepreneur devra la fourniture à la Maîtrise d'Ouvrage d'un dossier de recollement « démolition » dans lequel devra figurer :

- Les plans des zones concernés par les travaux,
- Les éléments/équipements laissés en place
- La copie des Bordereaux de Suivi des Déchets Dangereux
- Les bilans bimensuels de chantier à faible impact environnemental accompagnés des BSD
- Relevé géomètre